



Décision n° 2018-352

autorisant des travaux et des installations
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour, notamment ses articles 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2017-946 du 24 août 2017 autorisant la réalisation de travaux de mise aux normes du captage de Salèse

VU la demande déposée le 17 août 2018 par Monsieur SAUTET Stéphane, chargé d'affaires au sein de la RÉGIE EAU D'AZUR,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 septembre 2018,

Considérant que la demande porte sur la poursuite des travaux autorisés par la décision n°2017-946 sus-visée, ainsi que sur la reprise complète de l'étanchéité du réservoir,

Considérant que les travaux concerne la mise aux normes du captage d'eau potable de Salèse, considéré comme un équipement d'intérêt général,

Décide :

Article 1 :

L'Établissement public local à caractère industriel et commercial « RÉGIE EAU D'AZUR », représenté par son directeur général Monsieur ALLARD Luc et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à effectuer des travaux ayant pour objectif la réhabilitation et la mise aux normes des ouvrages du captage de Salèse, sis parcelles n°22, 23 et 33 section M, commune de Saint-Martin-Vésubie.

Article 2 :

Cette autorisation de travaux est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 octobre 2018.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à celles d'ouverture et de recollement.

Contact :

service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef de S.T – LOUVET Sébastien (sylvain.cristini@mercantour-parcnational.fr)

3.2. Toutes les façades hors-sol du local de captage – y compris extension et rebord de la toiture en béton – seront habillées d'un parement en pierres. Ce parement sera réalisé sur l'intégralité des parties non enterrées, à partir de pierres prélevées sur place et appareillées sans joint apparent.

3.3. Le ou les lieux de prélèvement des pierres sera (seront) déterminé(s) en concertation et après accord du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour.

3.4. Lors du stockage des composants du béton et des résines d'étanchéité ainsi que lors des travaux de maçonnerie, les ruissellements ou déversements dans le milieu sont interdits. Les mélanges seront réalisés dans des bacs ou sur des bâches étanches et hors périodes de pluie. Un bac de rétention étanche et d'une contenance suffisante devra être utilisé pour le lavage des outils, afin de permettre la décantation des laitances.

3.5. L'accès au bâtiment du captage, bétonné par REA en 2017, sera détruit et remplacé par un accès empierré de type radier. Les modalités précises de réalisation seront définies en accord avec le service territorial.

3.6. La terre issus des terrassements sera réutilisée pour reconstituer les niveaux de sol autour des locaux de captage et au niveau des conduites enterrées ; l'éventuel surplus sera évacué du cœur du parc national et mis en stockage dans une installation autorisée pour ce faire.

3.7. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus, y compris éventuelles boues de décantation et résidus de béton, devra être intégralement collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 4 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par les réglementations en vigueur.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 3 septembre 2018

 *Le Directeur du
Parc national du Mercantour*

CHRISTOPHE VIRET